

CHRISTOPHE  
TARDIEU

DAVID  
LISNARD

# La culture nous sauvera





La culture nous sauvera

## Des mêmes auteurs

CHRISTOPHE TARDIEU

*Les Nouveaux Temps de la culture*, Éditions de l'Observatoire, coll. « Et après ? », 2020.

*Quand la France est au pied du mur. De Clovis aux taxis de la Marne*, Éditions du Cerf, 2019.

*La Dette de Louis XV*, Éditions du Cerf, 2017.

*L'Opéra de Paris. Coulisses et secrets du Palais Garnier*, avec Jean-Philippe Saint-Geours, Plon, 2015.

*Le Surintendant de Versailles*, Éditions du Moment, 2010.

*Internet et Liberté*, CNRS Éditions, 2010.

DAVID LISNARD

*Refaire communauté. Pour en finir avec l'incivisme*, avec Jean-Michel Arnaud, Hermann, 2018.

Christophe Tardieu  
et David Lisnard

# La culture nous sauvera

ISBN : 979-10-329-1405-2  
Dépôt légal : 2021, avril  
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2021  
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

*À Samuel Paty,  
à tous les transmetteurs de savoir et de culture,  
à toutes les victimes de l'obscurantisme.*





*Genus humanum arte et ratione vivit.*  
« Le genre humain vit d'art et de raison. »

Saint Thomas d'Aquin



*Introduction*

L'enjeu culturel,  
si méconnu, si majeur

« J'ai toujours rêvé d'avoir un trésor caché quelque part où il serait bien à l'abri de tout et que je pourrais découvrir chaque fois que j'avais besoin. »

Romain Gary (Émile Ajar),  
*La Vie devant soi.*

Notre société française est victime de nombreuses fractures : morales, sociales, économiques, identitaires, territoriales, numériques... Des observateurs avertis démontrent régulièrement l'« archipellisation<sup>1</sup> » de notre pays et décrivent l'existence d'une France périphérique aux profondes et durables souffrances. Plus rien ne semble rassembler les Français et le sentiment d'être en permanence au bord d'une guerre civile ne nous quitte pas. Le mal-être est aussi psychique puisque notre peuple est le plus déprimé d'Europe et parmi les plus gros consommateurs de neuroleptiques du monde. N'existe-t-il pas une série d'événements tendant à montrer un lent et continu délitement de la République française, c'est-à-dire des institutions qui

---

1. Jérôme Fourquet, *L'Archipel français*, Le Seuil, 2019.

garantissent de façon universelle nos droits universels, exigent l'exercice de nos devoirs physiques et portent une force spirituelle collective ? Nul ne peut contester qu'il existe aujourd'hui une fragilité majeure de la nation comme communauté de règles, de valeurs et de destin. Des statues de personnages célèbres déboulonnées à l'écriture inclusive en réalité excluante, des censures universitaires émanant des *woke* ou des décolonialistes montrent que le passé historique, la langue française et la transmission du savoir sont l'objet d'attaques sectaires, sous le vocable bien choisi aux États-Unis de « *cancel culture* » (culture de l'annulation).

Cette situation est insupportable pour ceux qui aiment leur pays, ce qui est évidemment notre cas. C'est pourquoi, il nous semble essentiel de mobiliser nos forces et de nous concentrer sur les moyens de sortir de ces multiples crises qui, à terme, sont potentiellement destructrices de notre société. Or, il existe un domaine qui peut contribuer à éviter à la France de tomber dans le maelstrom. Il s'agit du secteur culturel.

Qui sait que le produit intérieur brut des industries culturelles en France atteint 2,3 % de notre PIB ? Qu'avec 45 milliards d'euros de chiffre d'affaires, les ressources du secteur culturel sont supérieures à celles de notre industrie automobile et pharmaceutique ? Qui aurait imaginé l'importance de l'emploi dans la culture avec 620 000 emplois directs et le double de personnes qui touchent un revenu lié aux activités culturelles ? Qui se doute que sur les 90 millions de touristes qui visitaient annuellement la France avant la crise sanitaire du Covid-19 et dépensaient 42 milliards d'euros, pas loin des deux tiers avaient effectué au moins une visite culturelle ? Qui aurait pu croire que les biens culturels

français ont une croissance de leurs exportations qui est le double de celles des autres biens de consommation ?

Nos atouts ne manquent pas. Le ministère de la Culture a été créé en 1959, parmi les premiers au monde, et fut confié par le général de Gaulle à une immense personnalité, André Malraux<sup>1</sup>. Nous disposons des plus importants établissements publics culturels de la planète : le Louvre est le premier musée universel au monde et frôle les 10 millions de visiteurs par an, Versailles est le château le plus visité sur Terre, le musée d'Orsay dispose d'une des plus belles collections impressionnistes au monde, le musée du Quai Branly est le plus grand lieu consacré aux arts premiers de l'hémisphère nord, notre Opéra de Paris se situe dans les cinq premiers mondiaux, tout comme le Centre Pompidou pour l'art contemporain, sans oublier le Mont-Saint-Michel, les châteaux de Chantilly, Chambord, Fontainebleau et tant d'autres ! Par ailleurs, la France dispose d'un nombre vertigineux de salles de théâtre, de danse et d'Opéras en région, labellisées par l'État, sans oublier toutes les structures financées par les collectivités locales.

Dans le secteur des industries culturelles, nous disposons aussi de grands champions nationaux et internationaux. Le cinéma français est le troisième de la planète

---

1. Il n'est pas possible de résister à citer ce que de Gaulle a écrit sur Malraux dans ses *Mémoires d'espoir*, évoquant le Conseil des ministres : « À ma droite, j'ai et j'aurai toujours André Malraux. La présence à mes côtés de cet ami génial, fervent des hautes destinées, me donne l'impression que, par là, je suis couvert du terre à terre. L'idée que se fait de moi cet incomparable témoin contribue à m'affermir. Je sais que, dans le débat, quand le sujet est grave, son fulgurant jugement m'aidera à dissiper les ombres. » À noter qu'André Malraux était le seul ministre d'État du gouvernement.

après celui des États-Unis et de l'Inde, qui ne produit que pour son marché national. Nous avons le plus grand réseau de salles de cinéma d'Europe et les Français sont largement le peuple le plus cinéphile de notre continent. Notre production audiovisuelle est en pleine progression et de plus en plus appréciée à l'exportation. Nos éditeurs de livres comme de musique réalisent de remarquables performances : Hachette Livre est le troisième groupe d'édition mondial, Universal Music est le premier éditeur de musique et détient 30 % de la part du marché de la musique enregistrée dans le monde.

N'oublions pas non plus tous ces festivals qui placent leurs villes organisatrices sur la mappemonde. Cannes n'est-il pas le plus grand festival de cinéma du monde ? Avignon n'est-il pas considéré comme la plus importante manifestation de théâtre francophone ? Aix-en-Provence ne comporte-t-il pas l'un des plus remarquables festivals d'art lyrique de la planète ? Clermont-Ferrand n'accueille-t-il pas chaque année le grand festival mondial dédié aux courts-métrages ? Annecy n'est-il pas connu par tous les spécialistes de l'animation ? Tant d'autres manifestations culturelles témoignent du dynamisme et du savoir-faire français dans l'événementiel culturel, sinistré et abandonné dans la crise du Covid-19.

En matière de formation, nous disposons aussi de champions incontestés. À titre d'exemple, les élèves des promotions de l'École des Gobelins dans le domaine de l'animation et du graphisme sont pour la plupart recrutés avant même la fin de leurs études par les plus grands studios américains spécialisés dans les effets visuels. On peut aussi citer toutes les écoles, à Angoulême, Valenciennes, Montpellier..., dont la qualité de la formation est internationalement connue et reconnue.

Existe-t-il un secteur économique dans notre pays qui comporte autant de succès mondiaux ? Nous en doutons.

On pourrait, à juste titre, nous reprocher de ne parler que de l'impact économique de la culture et des industries culturelles. Pour nous, comme pour des millions de Français, la culture ne peut se résumer à une activité économique. Elle nous enrichit d'abord à titre personnel. Elle nous élève, nous permet de mieux comprendre les tréfonds de l'âme humaine, de communier avec les autres ; elle nous fait rire, pleurer, réfléchir, découvrir. Elle est émotion et raison. En définitive, à l'instar du rire, la culture n'est-elle pas le propre de l'homme ?

Malgré la crise sanitaire actuelle qui asphyxie la culture sur ses bases et risque de faire disparaître bon nombre de structures, notre conviction demeure inébranlable : fort de ces atouts gigantesques, le développement culturel peut devenir un formidable outil au profit de la France pour réduire toutes ses fractures et faire en sorte que les Français « aillent mieux » sur tous les plans : moral, social, économique. Que l'on s'entende bien : toute industrie est fondamentale car elle génère localement de l'activité et de l'emploi. Promouvoir le secteur culturel est à la fois tout cela, avec un supplément de taille : il est porteur d'indépendance individuelle et de cohérence nationale, de sens et de civilisation.

Il est donc incompréhensible de constater que cette chance extraordinaire, pour notre pays et pour l'Europe, de disposer d'un secteur aussi dynamique recueille la plus totale indifférence.

Sans verser dans la nostalgie ou un culte passéiste, force est de constater que depuis longtemps, la culture n'est plus considérée comme une priorité par l'État.

Le rôle central joué par le président dans la V<sup>e</sup> République fait que l'intérêt ou l'indifférence de ce dernier vis-à-vis des structures culturelles détermine souvent toute la politique en la matière. Matignon n'y voit qu'une source de problèmes potentiels. La remarquable technocratie de Bercy est sourde, muette et aveugle sur ce secteur quand ses approches n'ont pas vingt ans de retard<sup>1</sup>. Même François Mitterrand dut affronter l'hostilité des principaux responsables de la direction du Budget pour obtenir le financement des grands équipements culturels dont il souhaitait doter Paris. L'affrontement n'est jamais direct, mais les hauts fonctionnaires de Bercy ont le temps devant eux et surtout toute une série de mécanismes permettant de réduire, raboter, retarder les crédits. Quelles en sont les raisons ? Est-ce la méfiance vis-à-vis de professionnels du secteur culturel dont chacun connaît la capacité à utiliser les médias comme caisse de résonance, souvent pour le meilleur, parfois pour le pire ? Pour Bercy, le secteur culturel ne fait pas très sérieux : trop « paillettes », trop « show off ». S'intéresser à l'industrie pétrolière ou pharmaceutique, voire au numérique, voilà qui pose un technocrate. Étudier l'impact, pourtant très réel, du Festival de Cannes sur l'industrie mondiale du cinéma et l'économie régionale, voilà qui fleure bon la superficialité voire la fantaisie la plus échevelée. En d'autres termes, ceux qui peuvent décider et ceux qui

---

1. Un membre important du cabinet d'un ministre de l'Économie a confié récemment à l'un des auteurs : « Quand je demande une note sur la situation de l'industrie automobile en France aux services du ministère, je l'ai en 24 heures et elle est remarquable. Quand je sollicite une analyse stratégique sur l'évolution de nos grands laboratoires pharmaceutiques, je l'obtiens en 48 heures et elle est très intéressante. Quand je souhaite avoir un chiffre sur une industrie culturelle, je n'ai jamais rien. »



disposent des crédits publics sont terriblement myopes à cause de leurs présupposés. Ils sont aussi astigmatés, car ils ne voient que des dépenses alors que celles du secteur culturel sont souvent des investissements rentables. Si le tropisme culturel de certains ministres des Finances ne fait aucun doute, même les meilleurs ou les mieux disposés sont victimes de l'« État profond » et des hauts fonctionnaires de Bercy qui considèrent la dépense culturelle comme non productive. Rappelons cette lettre d'André Malraux à Michel Debré, Premier ministre, qui lui demandait des économies sur le budget du ministère de la Culture, à la demande pressante de Valéry Giscard d'Estaing, jeune et ambitieux secrétaire d'État au Budget : « Mon cher Michel, votre lettre m'a déplu. Vous voudrez bien m'en écrire une autre. »

Mais cette erreur fondamentale de l'État est encore plus partagée par l'Europe. Prenons un seul exemple, particulièrement significatif. Le 10 septembre 2019, Ursula von der Leyen, la nouvelle présidente allemande de la Commission européenne, annonce les intitulés des portefeuilles qui seront confiés aux futurs commissaires européens, après que les gouvernements des États membres de l'Union européenne ont arrêté, la veille, la liste des impétrants. Il s'agit naturellement d'un événement considérable : la presse du monde entier et les quelque 350 millions de ressortissants européens vont connaître les mandats des personnalités qui orienteront la politique européenne pour les cinq prochaines années. Certains intitulés sont classiques : « Justice », « Santé », « Énergie », « Commerce ». D'autres ont des dénominations plus originales, « Cohésion et réforme », « Voisinage et élargissement ». Enfin, certains titres sont abscons et porteurs de polémiques que l'on devine à l'avance ardentes : « Marché intérieur et responsable

de la nouvelle direction générale de la défense et de l'espace », « Valeur et transparence », et surtout le déjà célèbre « Protection du mode de vie européen ». Il est toujours pire d'utiliser des litotes quand on ne veut pas nommer les choses...

Pour autant, très vite, une polémique s'engage, non pas sur un intitulé, mais sur une absence. Qui va être en charge de la Culture et des Affaires culturelles au sein de la nouvelle Commission européenne ? Est-ce Mme Gabriel, la commissaire bulgare, qui doit s'occuper de l'Innovation et de la Jeunesse ? Est-ce Mme Vestager, dont le portefeuille tient au Marché unique ? Est-ce un autre commissaire européen ? Mystère...

Cette épineuse question ne sera tranchée que bien plus tard. Sa résolution est anecdotique. En revanche, sa signification est beaucoup plus grave : au moment de nommer ses instances, l'Europe ignorait une fois de plus le secteur culturel, démontrant, à travers cette absence si pesante, que la culture n'a jamais fait partie de ses préoccupations. Ceux qui s'agitent en sautant sur leurs chaises comme des cabris en criant « l'Europe, l'Europe, l'Europe » aiment à citer la phrase de Jean Monnet : « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture. » Hélas, trois fois hélas, cette magnifique formule, qui fait le bonheur d'étudiants avides de citations rapides, piochées sur Internet et propres à satisfaire un enseignant soucieux de respecter le politiquement correct et l'europhisme béat, est totalement fautive et n'a jamais été prononcée par le célèbre négociant de cognac. Elle est tirée de l'imagination féconde d'Hélène Ahrweiler, ancienne rectrice de Paris, qui s'était plu à la mettre dans la bouche d'un des pères de l'Europe, lors d'une conférence où elle se tailla un joli succès d'estime avec cette citation apocryphe. Au fond, il n'est pas très

grave que Monnet n'ait jamais prononcé ces mots. Il est plus réaliste – et plus inquiétant – de considérer qu'il ne les a sans doute jamais pensés.

En Europe, c'est la France qui donne le *la* en matière culturelle. Existe-t-il beaucoup de secteurs dans lesquels nous sommes un leader naturel<sup>1</sup> ?

Et pourtant, que faisons-nous de cette réalité et de cette formidable potentialité de développement ? Où est le souffle culturel dans le débat politique lors des grandes échéances nationales ? Nous avons en effet la faiblesse de croire que nos concitoyens s'intéressent ou sont très attachés à leur patrimoine culturel commun.

Désintérêt de l'Europe, mépris de l'État, le secteur culturel souffre d'une image sans doute trop superficielle. Il suffit de se rappeler le très définitif propos d'un ancien Premier ministre : « L'opéra, c'est pour les riches. » En d'autres termes, il ne fallait pas que ses ministres s'y montrent au risque de passer pour d'affreux réactionnaires<sup>2</sup>. Aurait-il dit la même chose pour la viande ou des vins de prix ? C'est à la fois injuste quand on songe à ce que la culture peut apporter à

---

1. L'un des auteurs, qui a participé à des Conseils européens de ministres de la Culture et à de multiples réunions entre partenaires européens, peut témoigner du fait que sur chaque sujet culturel, les autres pays guettent toujours la position de la France avant de donner leur sentiment. Il ne s'agit naturellement pas de dire que ces pays européens n'ont pas de politiques ou de positions sur des sujets culturels – ce serait faux et surtout désobligeant –, mais de noter que la France a un pouvoir d'influence considérable dans ce domaine.

2. La chancelière allemande aura connu quatre présidents de la République française. Aucun d'entre eux n'a jamais eu l'idée d'inviter Mme Merkel à l'Opéra de Paris ou dans un opéra en région alors qu'il s'agit d'une de ses rares passions. Il n'y a pas si longtemps, de Gaulle invitait ses hôtes de marque étrangers à la Comédie-Française ou au Palais Garnier, Valéry Giscard d'Estaing faisait de même avec des Français méritants à l'Opéra de Paris...

chacun d'entre nous et c'est surtout stupide quand on sait ce que le secteur peut rapporter à la nation.

Pour autant, le secteur culturel traverse aujourd'hui une crise dont l'ampleur est inédite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et qui est liée aux conséquences de l'épidémie de Covid-19. Toutes les structures culturelles sont à genoux : quand ils seront enfin autorisés à ouvrir, après au moins huit mois de fermeture difficilement justifiable, les musées et monuments peineront à retrouver une fréquentation correcte du fait de l'absence des visiteurs étrangers, des groupes et des scolaires<sup>1</sup> ; le spectacle vivant aura connu quasiment une année blanche et le cinéma n'a pas affronté pareille baisse de fréquentation et de production depuis 1945. Intermittents et prestataires du spectacle ne travaillent plus et bon nombre d'entreprises sont au bord de la disparition. Des moyens ambitieux ont été annoncés par l'État. Ils seront les bienvenus pour la myriade de prestataires indépendants et autres TPE-PME du secteur car il ne faut jamais oublier que le domaine culturel relève de l'économie du prototype, difficile, voire impossible à industrialiser. La plus grande difficulté n'est cependant pas d'annoncer des plans de plusieurs centaines de millions d'euros. La seule ambition qui vaille est de savoir, quand les professionnels pourront enfin travailler, si ces sommes seront réellement disponibles, comment elles seront réparties, à quel rythme et sur quelle durée. Tout sera dans l'art d'exécution. La prudence doit donc être de mise.

Nous avons souhaité apporter notre pierre aux réflexions sur le secteur culturel qui ne manqueront

---

1. Il est regrettable de ne pas avoir « profité » de cette période pour inviter les scolaires à participer à des répétitions dans les salles de spectacle.

# Table

<i>Introduction. L'enjeu culturel,</i> si méconnu, si majeur .....	11
<b>1. L'éducation artistique et culturelle,</b> <b>mère de toutes les batailles.....</b>	<b>25</b>
De beaux discours nationaux .....	28
Le « 100 % EAC » et autres initiatives locales .....	32
Obstacles et réticences .....	41
Une épreuve obligatoire portant sur l'EAC au baccalauréat .....	45
Déconstruire le déconstructionnisme.....	47
La culture artistique au service de la culture scientifique et <i>vice versa</i> .....	51
<b>2. Le bonheur est dans le patrimoine .....</b>	<b>55</b>
Sans patrimoine, pas d'avenir .....	56
Des solutions existent et des initiatives prospèrent .....	60
<b>3. Dynamiques locales.....</b>	<b>73</b>
De très grandes réussites .....	74
Pour un girondisme culturel .....	79

De la vertu des événements culturels .....	83
<b>4. La rue de Valois et le reste du monde.....</b>	<b>91</b>
Le bal des ministres .....	96
Le succès des établissements publics .....	97
Quand la tutelle est tatillonne .....	100
Un périmètre à revoir .....	103
Agir – enfin – pour la francophonie.....	107
Faire – enfin – confiance au terrain.....	110
<b>5. Pour une force d'intervention culturelle extérieure .....</b>	<b>119</b>
Le Louvre Abu Dhabi.....	120
Les colonnes du Temple de la politique muséale .....	124
<b>6. Les nouvelles frontières du numérique .....</b>	<b>129</b>
Les nouvelles frontières en matière culturelle.....	130
La révolution de la diffusion des contenus....	136
L'ardente nécessité d'une régulation .....	138
Liberté et responsabilité des réseaux sociaux....	143
La lutte sans fin contre le piratage .....	145
Pour l'équité dans l'univers des plateformes, au service de la création .....	152
Faire respecter le droit d'auteur par les GAFAs .....	166
Veiller à un partage équitable de la valeur sur Internet.....	173
<b>En guise de conclusion .....</b>	<b>181</b>